

Appel citoyen aux forces armées pour l'arrestation des criminels d'État

Christian Cotten, psychosociologue, président de Politique de Vie et Consul du Sénat Souverain de Savoie pour Paris/IdF.

Paris, le 26 juillet 2021

En date du 12 juillet 2021, un représentant de la République Française a décidé de prendre des mesures coercitives à l'égard des peuples de France, aux fins d'imposer à chacun un passeport sanitaire et plusieurs injections d'un produit médical expérimental présenté comme obligatoire, tout particulièrement pour les professions médicales et nombre d'autres.

Jamais depuis 80 ans, les peuples de France n'ont été soumis à de telles violences ordonnées par les plus hautes autorités de l'État.

L'annonce du 12 juillet 2021, suivie du vote par le Parlement d'une loi discriminatoire de désignation à la vindicte populaire des « résistants - complotistes - antivaxx », sont constitutifs d'un **véritable coup d'État** mené par des individus qui présentent par ailleurs tous les signes de la perversion narcissique, que l'on rencontre si fréquemment chez les cocaïnomanes et les pédocriminels.

Oui, **la guerre est ouverte**, par agression de certaines élites sous contrôle de prédateurs financiers internationaux **contre les populations** des « inutiles sans dents qui ne sont rien », comme l'injecte le discours délirant des promoteurs du transhumanisme.

Cette tentative totalitaire de prise en otage de tous les citoyens, soutenue par des médias de propagande et nombre d'acteurs institutionnels serviles sous contrôle, mettent en grave danger la santé des personnes tout autant que la santé collective, psychologique comme économique. Les esprits de chacun sont ainsi lourdement déstabilisés par des discours gouvernementaux qui annoncent le tri de ceux qui n'auront plus aucun droit commun, pas même celui d'exercer leur métier ou d'entrer à l'hôpital voir un spécialiste.

Il n'existe à ce jour aucun fondement scientifique sérieux à l'ensemble des mesures sanitaires liberticides et discriminatoires auxquelles certains représentants de la République, pourtant largement minoritaires dans l'opinion et le cœur des Français, veulent soumettre l'ensemble de la population.

Bien au contraire, **les meilleurs médecins et experts scientifiques** intègres et indépendants, de différents pays, **mettent en évidence l'inutilité et plus encore la dangerosité des produits déjà injectés**, alors même que l'on dispose des traitements nécessaires du Covid 19, efficaces et peu coûteux. L'on découvre ainsi une protéine Spike et un composant nanotechnologique d'oxyde de graphène, qui sont notoirement connus comme toxiques majeurs pour la santé ; et ce sans même développer les découvertes récentes sur les interactions entre les émissions de la 5G et ce graphène électromagnétique toxique injecté à hautes doses. Des appels de médecins, fondés sur les observations et études scientifiques les plus solides, à cesser immédiatement ces injections nocives et létales sont publiés régulièrement depuis plusieurs mois.

Ces faux vaccins sont des injections expérimentales sans Autorisation de Mise sur le Marché définitive qui **ont d'ores et déjà causé la mort de plusieurs milliers d'Européens et d'Américains** et de graves atteintes à la vie de plusieurs dizaines de milliers de citoyens en bonne santé mais piégés par une propagande fondée sur une tromperie sur la composition de ces produits et des pressions socio-économiques violentes.

Aucun juriste ne peut ignorer que les dispositions annoncées le 12 juillet 2021 violent toutes les lois fondamentales de notre pays ainsi que les textes internationaux qui protègent les droits humains, et notamment le respect de l'intégrité du corps de chacun, ou encore interdisent strictement les expérimentations médicales non consenties (Nuremberg, Oviédo, Helsinki, Genève...).

Le Sénat Souverain de Savoie, dans une déclaration solennelle adressée à de multiples représentants de la République Française a écrit le 14 juillet 2021 ce qui suit.

Les mesures dites Covid annoncées le 12 juillet 2021 à Paris depuis la structure architecturale du Grand Palais Éphémère par un représentant de la République Française relèvent de l'oppression colonialiste de notre peuple par un État qui ne dispose plus d'aucun droit sur la Savoie & Nice depuis 1940.

Ces mesures liberticides visant à obliger, par pressions, mensonges et manipulations une population entière à subir l'injection d'un produit dangereux pour la santé mettent en cause tant les souverainetés individuelles que la souveraineté de l'État et du Peuple de Savoie, en détruisant économie et tissu social.

L'injection obligatoire, directe ou indirecte, exceptée pour les forces de l'ordre de la République Française qui occupent notre pays souverain, d'un produit qualifié internationalement par nombre d'experts d'arme biologique, avec son corolaire de décès et de complications irréversibles, est clairement assimilée par les Savoisiens à un acte ethnocidaire armé à l'encontre de notre pays et de son peuple.

À lire et/ou écouter ici :

<https://www.facebook.com/PolitiqueDeVieChristianCotten/posts/4518361444840667>

Dans un second communiqué du 22 juillet 2021, le Sénat Souverain de Savoie a annoncé une décision majeure immédiatement applicable pour protéger les Savoisiens, formulée comme suit.

INTERDICTION OFFICIELLE EN SAVOIE (ex-départements 73 & 74 et Comté de Nice) de toute injection de « vaccin Covid 19 » classifié en substances expérimentale et/ou conditionnelle sur les populations habitant ou séjournant sur le territoire historique. TOUTE DÉROGATION imposera TROIS conditions cumulatives obligatoires (...)

Lire : https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=176977627826574&id=109723004552037

Nous salvons cette affirmation de souveraineté en résistance à l'oppression et invitons toutes les régions de France à prendre modèle sur la Savoie libérée de l'emprise parisienne qui organise si bien l'hypnose vaccinale collective.

Mais les peuples de France ne peuvent tout faire : à une possible guerre civile - les caches d'armes des banlieues sont connues des services compétents - ils préfèrent encore aujourd'hui espérer non un sauveur deus ex machina mais **une réelle réconciliation entre les Français et leur armée, parfaitement apte à assurer la transition institutionnelle majeure** qui devient une évidente et absolue nécessité aux yeux de plusieurs dizaines de millions de nos compatriotes.

En effet, il est devenu manifeste et évident aux yeux de millions d'entre nous, Savoisiens, Corses, Alsaciens, Bretons, Basques, Lorrains, Occitans, Catalans, Auvergnats, Béarnais, Normands, Bourguignons, Franciliens, Angevins, Picards, Antillais, Vendéens, Gaulois ou Africains... que **les institutions de l'État français sont aujourd'hui occupées et utilisées par des bandes criminelles organisées, au service de mafias internationales qui corrompent la plupart des états** de la planète, aux fins de mettre en œuvre de véritables plans de dépopulation. Un certain nombre de chefs d'État étrangers soucieux de préserver leurs populations l'ont bien compris, avant de se faire assassiner.

Face à cette situation exceptionnelle de danger majeur que connaissent les peuples de France, **les auteurs de la présente et tous ceux qui la feront connaître, humbles porte-parole de trop de leurs concitoyens en sous-France appellent donc solennellement les FORCES ARMÉES françaises à assumer leur devoir** fondamental de protection des populations, en procédant dans les meilleurs délais à **l'arrestation effective des criminels d'État** qu'elles sauront aisément identifier ; et ce aux fins de sécuriser l'installation d'un prochain Gouvernement National de Transition, en interaction avec le Sénat Souverain de Savoie déjà référencé à l'ONU.

Les peuples de France leur en sauront gré et sauront leur donner toute la légitimité nécessaire à leur action déterminée, pour peu que celle-ci permette à tous les Français de retrouver le plein exercice de tous les droits fondamentaux que le droit international leur offre.

Le Sénat Souverain de Savoie saura quant à lui accueillir le Tribunal tant militaire que populaire et judiciaire nécessaire pour juger les auteurs de ce coup d'État qui traumatise tant d'entre nous.

Et les femmes, ultimes gardiennes de la vie, qui se mobilisent désormais comme résistantes, rangeront alors leurs armes, dans un monde apaisé par le cœur et la bienveillance de chacun pour chacun dans la construction des souverainetés individuelles et collectives.

Je remercie tous mes compatriotes qui veulent résister avec amour et détermination au coup d'État du 12 juillet 2021 de faire connaître par tout moyen à leur convenance cet appel.